

RD-CONGO

LE COURRIER  
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3559 - JEUDI 22 AOÛT 2019

## MINI-SOMMET DE LUANDA

# La Cirgl au cœur de la réconciliation entre Kagame et Museveni

Les présidents Paul Kagame (Rwanda), Yoweri Museveni (Ouganda), João Lourenço (Angola) et Félix Tshisekedi (RDC) ont signé, le 21 août, à Luanda en Angola un mémorandum d'accord sur la sécurité et la coopération dans la sous-région. Un accord qui scelle, par ailleurs, la réconciliation entre Kigali et Kampala en conflit ouvert depuis fin février 2019.

Pour Félix Tshisekedi qui a copiloté ce processus avec son homologue angolais, João Lourenço, les deux chefs d'État ont fait preuve de grandeur d'esprit en mettant de côté leurs égo pour privilégier l'intérêt de la sous-région.

Page 3



Les cinq chefs d'État de la Cirgl ayant participé au mini-sommet de Luanda

## GOUVERNANCE

## Un projet d'audit des dépenses ministérielles fait jaser

Dans une lettre datée du 17 août adressée à l'inspecteur général des Finances (IGF) et postée sur la toile, l'administrateur général de l'Agence nationale de renseignements lui demande d'auditer « tous les décaissements de fonds du Trésor public en faveur de tous les ministères du gouvernement depuis l'investiture de Félix Tshisekedi ». L'IGF est astreinte également de saisir tous les bons de retrait de fonds émis par les différents ministères, d'exiger d'eux tous les dossiers initiés pour sortir ces fonds et de faire les rapports circonstanciés sur lesdits dossiers. Cette mesure intervient dans un contexte de suspicions des détournements au niveau des ministères dont plusieurs ne constituent pas un modèle de gestion. Page 4



L'Hôtel du gouvernement à Kinshasa-1

## COMMUNE DE MONT NGAFULA

## Les habitants du quartier Sans fil excédés par la montée du banditisme

Les habitants des quartiers « Mitendi », « Sans fil », « Matadi Mayo », « Benseke », « Zamba télécom » et autres sont fréquemment visités de nuit, ces derniers temps, par des « Kulunas », ces fameuses bandes des gangsters qui ne se font pas prier pour voler, violer, piller et tuer. D'où leur interpellation aux autorités tant militaires que

policieres pour que des dispositions efficaces soient prises afin de sécuriser les personnes et leurs biens dans ce coin de la capitale. À défaut d'une prise en compte de ses desiderata par les autorités, la population de ces quartiers périphériques se dit prête à se prendre en charge en se faisant elle-même justice. Page 5

## PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

## Le Parlement invité à assurer la transparence de ses procédures



Des députés lors d'une assemblée plénière

L'association sans but lucratif Médias pour la transparence (MPT-ASBL) appelle les nouveaux présidents des deux chambres du Parlement disposant chacune d'une Cellule de gestion des projets et des marchés publics à ne plus se réfugier derrière les dispositions de l'article 100 de la Constitution pour couvrir l'opacité de la gestion des fonds pu-

blics mis à leur disposition. L'association MPT ASBL dit désapprouver le manque de collaboration de certaines autorités contractantes avec les auditeurs, au point de saper tous les efforts consentis par le gouvernement congolais avec l'appui de la Banque mondiale, visant à viabiliser le système national de passation des marchés publics.

Page 2

## ÉDITORIAL

## Médicament

Les questions de santé publique figurent au nombre des défis auxquels l'Afrique est confrontée au quotidien. Or qui dit santé publique dit qualité des infrastructures, du personnel et des soins administrés aux patients ; en un mot, la qualité de la prise en charge sanitaire. Il n'est pas mal intentionné de dire que sur l'offre de santé publique, le continent africain a encore du chemin à faire tant est difficile, pour ne prendre que le cas du médicament, la maîtrise des coûts de sa fabrication, des circuits de sa distribution et de l'assurance de sa consommation par celui qui en a besoin.

Depuis quelques décennies, la lutte contre les faux médicaments a été érigée au rang des urgences mondiales de santé publique. De temps en temps, ici ou ailleurs, on voit passer sur le petit écran des spectacles d'incinération de tonnes de médicaments falsifiés, sans que les têtes pensantes de ces poisons de la détresse sanitaire ne se découragent vraiment. Le constat fait par les experts est que l'Afrique représente la première destination de ces produits faussés qui empirent la situation des malades plus qu'ils ne l'améliorent. Ce constat alarmant a incité l'Union africaine à faire adopter, l'année dernière, par les ministres de la Santé de ses Etats membres, le traité portant création de l'Agence africaine du médicament (AMA). L'objectif de celui-ci est « d'améliorer l'accès à des produits médicaux de qualité, sans risque et efficaces sur le continent ». Pour cela, elle assure « la coordination de l'inspection des sites de fabrication et le partage des informations de façon régulière sur tous les produits dont elle a autorisé la mise sur le marché ».

Peut-être, un début de solution à l'épineux problème de l'invasion de médicaments dangereux sur le continent. La déception vient cependant du temps que les Etats africains mettront à ratifier le traité alors même que l'urgence est signalée. D'où, la multiplication des appels en faveur de cette ratification combien salutaire par toute l'Afrique. Le dernier en date a été lancé depuis Brazzaville, par les plus hautes autorités congolaises, à l'ouverture, le 19 août, de la 69<sup>e</sup> session du comité régional de l'OMS/Afrique. En écho de celui entendu de Marrakech, au Maroc, le 1er mars dernier, lors du Forum africain sur la qualité des médicaments.

*Le Courrier de Kinshasa*

## PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

## Le Parlement invité à assurer la transparence de ses procédures

L'association sans but lucratif Médias pour la transparence (MPT-ASBL) appelle les nouveaux présidents des deux chambres du Parlement disposant chacune d'une Cellule de gestion des projets et des marchés publics (CGPMP) à ne plus se réfugier derrière les dispositions de l'article 100 de la Constitution pour couvrir l'opacité de la gestion des fonds publics mis à leur disposition.

L'association MPT-ASBL engagée dans la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption a affirmé avoir pris connaissance des rapports d'audits des marchés publics pour les exercices budgétaires 2011, 2012 et 2013 commandités par l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) et publiés sur son site internet. Cette ASBL dit saluer cet exercice qui consiste à évaluer le niveau de conformité de l'application des règles et procédures de passation des marchés publics et délégations de service public par les autorités contractantes du pays au regard des dispositions légales. L'association MPT ASBL dit, cependant, désapprouver le manque de collaboration de certaines autorités contractantes avec les auditeurs, au point de saper tous les efforts consentis par le gouvernement congolais avec l'appui de la Banque mondiale, visant à viabiliser le système national de passation des marchés publics.

Respect de la loi en la matière L'ASBL note que le Sénat, l'Assemblée nationale, l'Inspection générale des finances, la Cour des comptes ainsi que le ministère de

l'Enseignement supérieur et universitaire n'ont non seulement pas collaboré à cet exercice mais aussi ont carrément refusé l'accès aux « documents et informations requis ». L'association MPT se réfère, dans ce constat, du rapport final de synthèse de la revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes de la RDC au titre de l'exercice budgétaire 2012 réalisé par le cabinet d'audit sénégalais Business System Consult Group.

Saluant la mise place du bureau définitif de l'Assemblée nationale et, il y a peu, au Sénat, MPT ASBL invite les présidents de deux chambres du Parlement congolais « à redorer le blason de ces deux institutions terni par leurs prédécesseurs, en se soumettant au contrôle administratif tant il est vrai que la fonction administrative trouve un terrain d'application au sein de l'institution parlementaire ».

MPT ASBL appelle, en substance, les nouveaux présidents des deux chambres du Parlement disposant chacune d'une CGPMP au respect de la loi n°10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics dont ils

sont législateurs et à ne plus se réfugier derrière les dispositions de l'article 100 de la Constitution pour couvrir l'opacité de la gestion des fonds publics mis à leur disposition.

Cette ASBL note, par ailleurs, que si le vote des lois relève du Parlement, sa gestion implique l'intervention de la fonction législative. Ainsi, a fait savoir cette organisation, le logement des parlementaires, l'organisation de leurs voyages, la gestion des services financiers, des archives, de la documentation, des équipements, du charroi automobile et du personnel du Parlement relèvent de la fonction administrative.

« Ainsi, en vertu du principe de dédoublement fonctionnel, les autorités membres du bureau d'une chambre parlementaire participent à l'exercice de la fonction administrative et posent des actes juridiques, par exemple dans la gestion des finances publiques, la gestion des agents administratifs, la gestion du patrimoine et la conclusion des marchés publics. Par conséquent, les actes qui en découlent sont des actes administratifs », a expliqué MPT ASBL.

*Lucien Dianzenza*

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué

(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Duryl Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## MINI-SOMMET DE LUANDA

# La Cirgl au cœur de la réconciliation entre Kagame et Museveni

Les présidents Paul Kagame (Rwanda), Yoweri Museveni (Ouganda), João Lourenço (Angola) et Félix Tshisekedi (RDC) ont signé, le 21 août, à Luanda en Angola un mémorandum d'accord sur la sécurité et la coopération dans la sous-région. Un accord qui scelle la réconciliation entre Kigali et Kampala en conflit ouvert depuis fin février 2019.

Entre Kigali et Kampala, le mauvais vent qui a failli mettre à mal cet axe diplomatique vient de passer. Le conflit, sur fond de suspicions, ayant marqué les rapports entre les deux pays depuis fin février 2019, appartient désormais au passé. À la base, l'accord sur la sécurité et la coopération dans la sous-région des Grands lacs (Cirgl) signé le mercredi 21 août à Luanda, capitale de l'Angola. Paul Kagame et Yoweri Museveni figurent parmi les signataires de ce document salvateur venu effacer d'un trait des rancœurs longtemps entretenus, de part et d'autre, entre Kigali et Kampala. Les présidents Félix Tshisekedi de la RDC, l'hôte Joao Lourenço et Denis Sassou N'Gusso du Congo-Brazzaville qui se sont fait le devoir d'accompagner la dynamique de paix enclenchée dans la sous-région ont également apposé leurs signatures au bas de ce document hyper important.



Poignée de main entre Yoweri Museveni et Paul Kagame

Autant dire qu'à travers cet accord, les cinq chefs d'État ont pris l'engagement solennel de combattre l'insécurité qui sévit dans la sous-région et d'œuvrer en synergie dans un élan de coopération agissante. Pour Félix Tshisekedi qui a copiloté ce processus avec son homologue angolais, João Lourenço, il y a de quoi s'extasier face à ce dénouement qui porte ses empreintes. Et pourtant, rien n'aurait un tel atterrissage lors

du sommet quadripartite entre l'Angola, l'Ouganda, le Rwanda et la RDC tenu le 12 juillet dernier à Luanda. L'opiniâtreté du tandem João Lourenço-Félix Tshisekedi a eu raison de l'antipathie mutuellement développée par Yoweri Museveni et Paul Kagame qui ont fait preuve de grandeur d'esprit en fumant le calumet de la paix. Par deux fois, Luanda a jeté les bases de cette réconciliation aujourd'hui scellée par cet accord sur la sé-

curité et la coopération dans la sous région.

Félix Tshisekedi devrait, par reconnaissance, une fière chandelle à ses pairs du Rwanda et de l'Ouganda qui ont mis de côté leurs égo pour privilégier l'intérêt de la sous-région. En fait, l'accord susdit s'inscrit en droite ligne à ses visées de paix et de concorde à l'échelle sous-régionale actuellement oblitérées par l'activisme des groupes armés opérant à l'est

de la RDC. Un des défis de Félix Tshisekedi est justement de faire des Grands lacs africains un havre de paix où la circulation des personnes à l'intérieur et le commerce transfrontalier sont garantis. Depuis sa prise de pouvoir, en effet, Félix Tshisekedi ne ménage aucun effort pour réduire au maximum les tensions récurrentes de sorte à créer un environnement propice à la capitalisation des divers atouts dont regorge la région. Le 31 mai à Kinshasa, la tripartite (Angola-RDC-Rwanda) passée à la quadripartite élargie au Congo Brazzaville avait donné une nouvelle impulsion à cette dynamique de paix avec, à la clé, l'engagement de créer les conditions propices à la stabilité régionale.

Un tel objectif ne pouvait être atteint sans la réconciliation entre Paul Kagame et Yoweri Museveni qui continuaient à s'épier mutuellement. Le premier accusait l'autre de soutenir les rebelles rwandais opérant dans l'est de la RDC à l'effet de déstabiliser les institutions de son pays. Ce que démentait le second. Ayant réussi à mettre autour d'une même table ces deux frères ennemis, Félix Tshisekedi acquiert automatiquement une stature sous-régionale, nonobstant les premiers pas d'un quinquennat qui, au plan diplomatique, se négocie plutôt bien.

Alain Diasso

## HAUT-LOMAMI

## Visite de la délégation de la Fondation Bill & Melinda Gates et Gavi

Financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, le projet de renforcement de la surveillance à base communautaire des cas de paralysie flasque aiguë due à la poliomyélite sauvage et d'autres maladies évitables par la vaccination, telles que la rougeole, le tétanos néonatale et la fièvre jaune, évolue normalement.

Pour se rendre compte du déroulement de ses activités sur le terrain, une délégation au sommet de la Fondation Bill & Melinda Gates et celle de Gavi (Global Alliance for Vaccin and Immunisation) s'est rendue récemment dans les zones de santé de Kabongo dans le diocèse de Kongo et de Kamina situé dans la province du Haut-Lomami. Caritas Congo ASBL contribue, depuis trois ans déjà, à l'exécution du projet de renforcement de la surveillance à base communautaire des cas de paralysie flasque aiguë



La délégation visite le centre de santé de kamwenze

due à la poliomyélite sauvage et d'autres maladies évitables par la vaccination.

Du 22 Au 24 juillet, la visite a ciblé non seulement le bureau

central et l'Hôpital général de référence de Kabongo mais aussi les aires de santé et la communauté de Kamwenze entre autres. C'est au cours

de cette descente que Caritas Congo ASBL, par l'entremise du Dr Jean Munongo Muteba, coordonnateur national du Service de promotion de la santé, a présenté les progrès des résultats déjà obtenus depuis 2018 par ce projet sur les sites de ses interventions : 96% des cas suspects de PFA (paralysie flasque aiguë) notifiés par la communauté. Au premier semestre 2019, ce résultat est déjà de 84% des cas suspects de PFA notifiés par la communauté.

Dans le cadre du projet de renforcement de la vaccination de routine financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, le gouverneur du Haut-Lomami a procédé à la remise officielle du matériel roulant, notamment des motos, hors-bords et autres intrants, à toutes les zones de santé de sa province. Lors de cette visite, le président de la Fondation Bill

& Melinda Gates était accompagné du directeur mondial de Gavi, M. Seth Berkley. Ces hôtes sont rentrés aux États-Unis d'Amérique satisfaits des progrès réalisés dans le cadre des projets financés par leurs organisations respectives en RDC et dans le Haut-Lomami en particulier. Cette visite s'est poursuivie dans la province de Tanganyika. Enfin, la délégation a recommandé de renforcer le suivi, l'accompagnement et la supervision régulière de la mise en œuvre afin de maintenir et augmenter les performances obtenues à ce jour ; et de continuer d'impliquer totalement la communauté dans les actions sanitaires en général et dans la surveillance des cas de PFA et des autres maladies évitables par la vaccination.

Blandine Lusimana

## GOUVERNANCE

# L'IGF instruite d'auditer les dépenses ministérielles depuis Janvier

**Dans une lettre datée du 17 août adressée à l'inspecteur général des finances, l'administrateur-général de l'Agence nationale de renseignements (ANR) lui demande d'auditer « tous les décaissements de fonds du Trésor public en faveur de tous les ministères du gouvernement depuis l'investiture de Félix Tshisekedi ».**

Le gouvernement sortant est de nouveau sur des braises ardentes. Alors que le nouvel exécutif national est en instance de publication, l'ex-Premier ministre Bruno Tshibala et ses ministres se retrouvent déjà dans le collimateur de l'ANR qui veut en savoir plus sur les dépenses effectuées dans les différents cabinets ministériels depuis

l'avènement au pouvoir de Félix Tshisekedi. Une correspondance postée sur la toile estampillée « ANR » datée du 17 août signée par l'administrateur-général adjoint, Jean-Hervé Mbelu Biosha, en lieu et place de son titulaire en mission, constitue la source de cette information qui fait jaser. Loin de s'interroger sur l'authenticité de ce document destiné à l'inspecteur général à qui il est demandé de diligenter un audit dans les différents ministères depuis l'investiture de Félix Tshisekedi en janvier dernier, d'aucuns s'attendent uniquement sur le fond de la démarche saluée par plus d'un.

L'Inspection générale des fi-

nances (IGF) est donc instruite, au terme de cette correspondance, d'auditer « tous les décaissements de fonds du Trésor public en faveur de tous les ministères du gouvernement depuis l'investiture de Félix Tshisekedi ». L'IGF est astreinte également de saisir tous les bons de retrait de fonds émis par les différents ministères, d'exiger d'eux tous les dossiers initiés pour sortir ces fonds et de faire les rapports circonstanciés sur lesdits dossiers. Cette mesure intervient dans un contexte de suspicions des détournements au niveau des ministères dont plusieurs ne constituent pas un modèle de gestion.

Le détournement de 600.000 dollars, décaissés par le ministère des Affaires sociales à une opération humanitaire dans le Sud-Kivu, est sans doute l'élément motivateur de cet audit dont les résultats sont attendus fiévreusement dans l'opinion. En clair, chacune des dépenses engagées par les différents ministères depuis janvier dernier doivent être passées au crible. Car, au-delà des dépenses de fonctionnement et de paiement du personnel auxquelles les ministres étaient autorisés d'effectuer, d'autres ne répondant à aucune urgence auraient été affectés à des charges extra-institutionnelles, révèlent des sources.

Toutefois, certains analystes font observer que l'ANR n'est pas habilitée à instruire l'IGF d'initier cet audit. « L'ANR a-t-elle le pouvoir de demander à l'inspecteur général des Finances de lancer un audit ? Sachant qu'il existe une Cour des comptes et que l'Inspection générale des finances n'a pas besoin d'une demande pour se saisir », réfléchit-on à haute voix. En somme, pour nombre de Congolais, qu'importe la procédure, pourvu que, au bout du compte, on puisse sanctionner le coupable ou ceux qui gèrent mal.

Alain Diasso

## ÉLECTRICITÉ

# Des universitaires congolais entretenus sur le développement des énergies renouvelables

**La réflexion a permis d'établir clairement la place de ces énergies dites renouvelables dans le développement de la RDC.**

Plusieurs dizaines d'étudiants et scientifiques congolais ont participé, le 20 août 2019, à la Maison de laïcité à Limete à un atelier sur le développement des énergies renouvelables en RDC. Cette matinée scientifique organisée par la Coalition d'ONG pour le suivi des réformes et des actions publiques (Corap) et American Jewish world service avait comme objectif de sensibiliser les participants à l'importance du développement de la technologie des énergies renouvelables en RDC.

Relevant les motivations qui ont conduit à l'organisation de cette activité, le secrétaire technique de la Corap, Emmanuel Musuyu, a indiqué que les étudiants ont été appelés à participer à cette matinée scientifique en tant que cadres de demain. Et la question des énergies renouvelables cadrerait avec le développement. « On a une vision de devenir un pays émergent. On ne peut atteindre cet objectif que quand on a de l'énergie. Et la RDC a un potentiel assez énorme en termes d'hydroélectricité, de l'énergie solaire, de la biomasse et d'autres sources d'énergies renouvelables. Ce qui fait qu'il faut que les gens s'intéressent au développement de ce secteur », a-t-il indiqué.

Notant la libération de ce secteur, Emmanuel Musuyu a estimé que la population devrait savoir



Une partie de la salle lors de ces échanges/Adiac

que les privés pouvaient réaliser leurs propres sources d'énergie électrique ou n'importe quelle source. À l'en croire, c'est cela même l'objet de la rencontre qui vise à stimuler les techniciens et les universitaires à réfléchir davantage pour développer des projets dans le cadre des énergies renouvelables afin d'accroître le taux d'accès à l'énergie.

En face du Forum sur les énergies électriques organisé dans le Kongo central et dont les travaux ont commencé le même jour, le secrétaire technique de la Corap a noté que le message de cette coalition a constitué à appeler l'autorité à mettre beaucoup plus l'accent sur d'autres formes d'énergies renouvelables. « L'hydroélectricité, oui. Mais il faut

également développer des pico, micro, moyens barrages parce que le grand barrage, qui est le Projet Inga III, en termes de temps, risque de ne pas avoir lieu dans huit ans. Et par rapport au coût, il demande beaucoup d'argent », a-t-il expliqué. Pour atteindre cet objectif, cette activité a tourné autour de plusieurs sous-thèmes dont « La nécessité de développer les énergies renouvelables à petite échelle dans le pays », développé par l'assistant Héritier, qui a représenté le Pr Ndaye de l'Institut supérieur des techniques appliquées. Celui-ci a également partagé l'expérience du Centre de recherches et d'études sur les énergies renouvelables tenu au sein de cette institution d'ensei-

gnement supérieur.

L'Institut national de préparation professionnelle (INPP), par M. Sylvain Kalombo, a partagé son expérience en exposant sur « La place et efficacité des énergies solaires dans le développement du secteur de l'électricité en RDC ». L'ingénieur Christian a, lui, partagé son expérience sur la construction des pico-barrages, en relevant les opportunités et les défis. Alors que l'honorable Bigabo devrait tableur son intervention sur la « Libéralisation du secteur de l'électricité », en partageant l'expérience de la microcentrale Arome.

## Des énergies à accès facile

Dans son intervention, l'ingénieur Kahuli, décrivant le contexte, a fait constater que des

populations vivent dans l'obscurité alors que des solutions d'accès facile existent.

« Nous sommes observateurs et nous subissons ce que font les autres », a-t-il regretté.

Relevant les défis, cet ingénieur technicien s'est demandé ce qui manquait pour que la RDC utilise les énergies renouvelables pour son développement. Avant lui, M. Sylvain Kalombo a relevé que l'hydroélectricité ne donnait pas des résultats escomptés. Ce qui l'avait poussé à conseiller d'essayer d'autres alternatives dont l'énergie solaire, l'énergie photovoltaïque, la biomasse, etc. « L'énergie solaire est une solution facile et un moyen par lequel le développement de la RDC peut passer », a-t-il dit.

Les échanges entre participants et panélistes qui ont suivi les différents exposés ont permis à tous les participants de se rendre compte qu'il y a beaucoup d'opportunités de développer le secteur énergétique en se basant sur des solutions durables et accessibles.

Établissant un lien avec le forum sur l'énergie qui se tient dans le Kongo central, Emmanuel Musuyu a appelé l'autorité à faire que ce forum ne soit pas une rencontre de plus mais plutôt un forum qui va mettre en place des stratégies axées sur le développement communautaire à travers des projets qui partent de la base et non des projets qui sont influencés par les bailleurs extérieurs.

Lucien Dianzenza

## MONT NGAFULA/KINSHASA

# Les habitants du quartier Sans fil excédés par la montée de l'insécurité

**À défaut d'une prise en compte de leurs desiderata auprès des autorités, la population de ce quartier périphérique se dit prête à se prendre en charge en se faisant elle-même justice.**

La criminalité a repris son droit de cité dans la ville-province de Kinshasa. Dans certains quartiers, en effet, le phénomène tend à devenir le lot quotidien de la population qui ne sait à quel saint vouer. Réduit à l'expectative, l'État protecteur est quasi inexistant. Abandonnés à leur triste sort, de nombreux Kinois, particulièrement ceux de la périphérie, n'ont que leurs yeux pour pleurer. À l'ouest de Kinshasa, l'ampleur du phénomène requiert une intervention urgente et énergique des forces de la police pour l'enrayer.

Dans la commune de Mont Ngafula, il n'est plus bon, par ces temps qui courent, de se retrouver en dehors de son toit à des heures indues. Le risque est grand d'être pris pour cible par des hommes sans foi ni loi qui, la nuit tombée, squattent les avenues en quête d'éventuelles proies. Les habitants des quartiers « Mitendi », « Sans fil », « Mata-di Mayo », « Benseke », « Zamba télécom » et autres sont fréquemment visités de nuit, ces derniers temps, par des



Des éléments de la Police nationale congolaise

« Kulunas », ces fameuses bandes des gangsters qui ne se font pas prier pour voler, violer, piller et tuer. Dans ces bas quartiers semi-urbanisés de Kinshasa - encore en friche - situés aux confins du Kongo central, les résonances des coups de balles meublent désormais les nuits. L'époque où l'on pouvait se pavaner au-delà de minuit sans la moindre crainte, ou laisser traîner dehors quelques biens de valeur sans arrière-pensée, est révolue. Les antivaleurs ont réussi à prendre le dessus sur le bon sens et la morale.

Au quartier Sans fil, on ne cesse de compter les morts. Des paisibles citoyens continuent à faire les frais de l'immobilisme de la police. Les scènes d'assassinat se succèdent à

un rythme effréné dans cette juridiction, précisément à

« Série 10 », une entité située à la lisière d'un espace vert transformé en bastion des criminels. C'est dans cette brousse qui longe les habitations que se terrent, sous les feuillages et les ramures, ces « Kulunas ». Ils ont, pour le besoin de la cause, réquisitionné presque certaines concessions privées transformées en base opérationnelle. Tels des maquisards en retrait, ils tentent de donner un semblant de contenu à leur vie déréglée. Avec femmes et enfants, ils se compteraient par centaines, prêts à faire couler le sang des innocents. Ces dernières semaines ont été vécues dans la torpeur par les habitants de ce quartier. Ils ne

s'expliquent pas la persistance de l'insécurité alors que plusieurs d'entre ces gangsters appréhendés ont subi le châtement extrême tandis que d'autres se retrouvent en tôle, entre les mains de la police. L'ultime fait venu allonger la liste déjà ensanglantée de cette série macabre est le vol à main armée opérée, dans la nuit du 20 au 21 août, sur une boutique attendant au domicile de son propriétaire. Venu par dizaines, ces « Kulunas » qu'accompagnaient leurs dépendants, ont eu le temps de percer le mur, à l'aide des marteaux, burins et autres instruments accommodés à ce genre d'opération, avant de pénétrer à l'intérieur. Tenant en respect des voisins enfermés de l'extérieur, ne leur laissant

aucune possibilité d'intervention, une poignée de ces visiteurs impromptus emportaient tout ce dont ils avaient besoin pendant qu'un autre groupe, le fusil pointé sur des maisons environnantes, veillaient à ce que rien ne bouge. L'occupant de la boutique a eu la vie sauve grâce à la clémence d'un des bandits après avoir été battu à coup de crosse. La police n'a eu que le temps de constater, dans la matinée, les dégâts au grand désenchantement d'une population apeurée, de plus en plus gagnée par la psychose.

Ainsi va la vie au quartier Sans fil, dans la commune de Mont Ngafula, transformé en un espace de non droit. D'où l'interpellation des habitants de ce coin de la capitale aux autorités militaires et policières pour que des dispositions efficaces soient prises afin de sécuriser les personnes et leurs biens. Ils en appellent au renforcement des unités de la police affectées dans ces quartiers, à la multiplicité des postes de police et à l'organisation fréquente des patrouilles nocturnes, de sorte à décourager toute velléité d'attaque de la part des criminels. Autrement, la population se dit prête à se prendre en charge en se faisant elle-même justice. Dossier à suivre.

Alain Diasso

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## CIRGL

## Le Rwanda et l'Ouganda signent la paix en Angola

Un mémorandum d'entente a été signé, le 21 août à Luanda en Angola, entre le Rwanda et l'Ouganda au cours d'un mini-sommet ayant regroupé des chefs d'Etat des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl).

A cet effet, les présidents rwandais Paul Kagame et ou-

gandais Yoweri Museveni se sont engagés à respecter ce mémorandum signé en présence de leurs homologues Joao Lourenço d'Angola, Félix Tshisekedi de la République démocratique du Congo (Rdc) et Denis Sassou N'Guesso de la République du Congo.

Président en exercice de la Cirgl, Denis Sassou N'Guesso

a salué cette avancée vers la paix entre le Rwanda et l'Ouganda.

Par ailleurs, les cinq chefs d'Etat réunis dans la capitale angolaise ont évoqué la nécessité d'éradiquer l'épidémie à virus d'Ebola qui sévit actuellement à l'est de la Rdc.

La Rédaction

## SOUDAN

## Le chef du nouveau Conseil souverain investi dans ses fonctions

**Le général soudanais Abdel Fattah al-Burhane a été installé, le 21 août, à Khartoum, comme chef de cette institution chargée de mener la transition du pays vers un pouvoir civil, a-t-on appris.**

Avant d'être nommé à ce poste, le haut gradé de l'armée était jusqu'alors le numéro un du Conseil militaire de transition, au pouvoir depuis la destitution du président Omar el-Béchir.

Formé de six civils et cinq militaires, le Conseil souverain sera présidé pendant vingt et un mois par l'actuel général Abdel Fat-

tah al-Burhane. Un civil prendra le relais de l'officier supérieur à la tête de l'institution pour les dix-huit mois de transition restants.

L'organe doit superviser la période devant permettre au Soudan de tourner la page de trois décennies de règne du général Omar el-Béchir, l'ex-président destitué en avril dernier à l'issue de mois de manifestations dans tout le pays. Les protestations contre le régime de Béchir avaient éclaté le 19 décembre après que son gouvernement a triplé le prix du pain, et ont rapidement pris une tournure po-

litique. Elles se sont poursuivies après la chute d'Omar el-Béchir le 11 avril, afin d'obtenir un transfert du pouvoir aux civils, et ont fini par aboutir à un accord signé le 17 août entre les généraux au pouvoir et la contestation.

Le conflit au Soudan a fait plus de trois cents mille morts et 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU, qui ajoute que des centaines de milliers de personnes vivent encore dans des camps misérables et appauvris plus d'une décennie et demie plus tard.

Nestor N'Gampoula

## PROGRAMME DES OBSÈQUES

La famille Ndangui et les enfants Gnanga informent les parents, la communauté paroissiale Saint-Anne du Congo, les amis et connaissances que la cérémonie des obsèques de leur regrettée sœur, mère, tante et grand-mère Alphonsine Ndangui Iloki, décédée le 9 août 2019 à l'hôpital central des armées, se déroulera suivant le programme ci-après :

Vendredi 23 août 2019 :

9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville et départ pour le domicile de l'illustre disparue sis au n°221, rue Bandzas, à Ouenzé (après l'avenue des Chars) ;

9h30 : arrivée de la dépouille au domicile et recueillement ;

11h50 : départ pour la Basilique Sainte-Anne du Congo ;

12h00 : messe de requiem ;

14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka pour l'inhumation ;

16h : retour et fin de la cérémonie.



## NÉCROLOGIE

M. Tsoumou Georges Black Djo, colonel de l'armée de l'Air à la retraite et les enfants Tsoumou ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances, du décès de leur épouse et mère, Mme Thongo Pémbé Marie Delphine "PMD", survenu le 13 août 2019. Le deuil se tient au quartier Diata, rue Massanguin° 6, références PSP Diata, bar les Cocotiers. La date et le lieu de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



Groupe des universités d'Etat russes RACUS

en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville vous invitent au

### salon de formation

## «ETUDIER EN RUSSIE-2019»

Programmes de Licence, Master et Doctorat  
Médecine générale, Médecine dentaire,  
Pharmacie – en français et en russe  
Pétrole et gaz, Génie civil, Informatique,  
Mécatronique et 50+ autres filières  
d'ingénierie – en français et en russe

Sciences économiques et de gestion, Médecine  
vétérinaire et Agronomie, Pilotage et Gestion  
des aéroports, Construction navale et  
Navigation maritime, Tourisme, Linguistique,  
Sciences humaines – nous avons

plus de 500 programmes à tous les goûts ! Consultations et inscriptions sur place

**le 23-24 août**  
**ENTREE LIBRE de 10.00 à 16.00h**

#### Adresse:

Centre culturel russe de Brazzaville,  
Avenue Amilcar Cabral  
à côté de Casino, ex-Scorel  
Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021  
Tél: 22.281.18.22, port: 06.664.62.95  
Email: racuscongo@gmail.com



Frais abordables (de 2500\$ à 3500\$ par année académique)

Diplômes étatiques reconnus dans le monde entier

20 meilleures universités de la partie européenne de la Russie

Découvrez la Russie – un grand pays  
de grandes possibilités !

**WWW.EDURUSSIA.RU**



## ONG VIENS ET VOIS

Adresse : Avenue Otina Kintélé à côté de l'université Denis Sassou N'Guesso

e.mail : viens\_vois@live.fr, Tél. : 06 428 26 59 / 05 301 46 45

## INFORMATION AU PUBLIC

L'ONG viens et vois ouvre une école inclusive où il y aura les élèves voyants et non voyants au titre de l'année scolaire 2019-2020.

## Recrutement du personnel :

1. Un assistant de direction ;
2. Un gestionnaire ;
3. Deux (02) agents d'entretien ;
4. Deux (02) gardiens ;
5. Une personne de cuisine

## Profils de l'assistant de direction

- Etre détenteur d'un BTS ou d'une licence au moins
- Avoir une expérience d'au moins deux (02) ans dans le poste (de préférence)
- Avoir la maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Internet) ;
- Avoir l'expression de la langue française courante claire et présentable
- Etre rigoureux, dynamique et ponctuel ;
- Avoir l'âge variant entre 20 et 35 ans.

## Profils du gestionnaire

- Etre détenteur d'un BTS ou d'une licence en comptabilité et gestion financière ;
- Etre honnête, sérieux et rigoureux ;
- Avoir la maîtrise des mouvements financiers (entrant comme sortant) avec les traces justificatives ;
- Avoir la maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Internet) ;
- Avoir l'âge variant en 20 et 35 ans.

## Dossier à fournir (Dans toutes les candidatures)

- Une demande manuscrite adressé au Président de l'ONG Viens et Vois ;
- Une copie légalisée du dernier diplôme ;
- Un curriculum vitae récent pouvant être vérifié ;
- Un Casier judiciaire
- Un Certificat de nationalité
- Une Copie d'acte de naissance ;
- Un Certificat d'aptitude physique

## DATE BUTOIR DU DEPOT DES DOSSIERS

10 septembre 2019 à 12h 00

Pour de plus amples informations, veuillez nous contacter  
au : 06 428 26 59 ou 05 301 46 45

G7

## Donald Trump favorable au retour de la Russie

**Alors que Moscou avait été écarté du groupe des huit pays les plus industrialisés en 2014, marquant ainsi une nouvelle rupture avec ses alliés du Groupe des Sept (G7), le président américain s'est déclaré, le 20 août, en faveur de son retour au G8.**

« C'est bien plus sensé d'avoir la Russie. Beaucoup de sujets dont nous discutons ont à voir avec la Russie, je la verrais bien revenir dans le G8 », a déclaré Donald Trump à la presse depuis la Maison Blanche, ajoutant qu'il « pourrait tout à fait soutenir » un retour au G8 avec Moscou si une proposition est faite dans ce sens. Il a ajouté : « Comme vous savez, pendant longtemps c'était le G8 (...) et le président Obama n'a plus voulu de la Russie, parce qu'ils se sont montrés plus malins que lui ».

L'actuel président américain a plaidé pour le retour de la Russie, alors que les pays membres du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Ja-

pon et Royaume-Uni) doivent se retrouver du 24 au 26 août à Biarritz, dans le sud-ouest de la France. Un sommet qui s'annonce sous haute tension en raison des désaccords entre Donald Trump et ses alliés sur de nombreux sujets (l'Iran, la Syrie, l'accord de Paris sur le climat, etc).

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie est exclue du G8, qui s'est donc transformé en G7. En rapport avec cette situation, le président français, Emmanuel Macron, pense que « sans avancée claire et tangible sur le processus de Minsk » (pour cesser les combats dans l'est de l'Ukraine), « il ne peut y avoir une reformation du G8 ». Donald Trump a souvent été critiqué aux Etats-Unis, même dans son propre camp, pour son indulgence envers la Russie et Vladimir Poutine. Et le sujet qui a maintes fois dominé les critiques porte sur le fait que son équipe de campagne a été suspectée de collusion avec la Russie lors de l'élection présidentielle de 2016. A Biarritz, en France, l'on

redoute déjà que le milliardaire républicain puisse encore jouer les trouble-fêtes au sommet du G7, tant les sujets de discorde se multiplient entre les Etats-Unis et les autres pays riches. Tout le monde ou presque craint cela, parce qu'après un constat de désaccord en 2017 en Italie sur le réchauffement climatique, le G7 au Québec avait été, l'an dernier, le théâtre de déchirements inédits.

A l'occasion, Donald Trump avait non seulement prononcé des paroles dures à l'endroit de certains chefs d'Etat et de gouvernement sur fonds de tensions commerciales, mais il avait également refusé de signer la déclaration commune du sommet.

Les analystes disent, par ailleurs, redouter aussi que le slogan de Donald Trump « America First », ou « l'Amérique d'abord », ne puisse mal s'accommoder au thème choisi par le président français, Emmanuel Macron, pour ce G7, à savoir la lutte contre les inégalités dans le monde.

Nestor N'Gampoula

## La lutte contre les inégalités au centre de la rencontre à Biarritz

**La ville balnéaire de Biarritz, en France, va accueillir, du 24 au 26 août, le sommet du G7 sur le thème : «La lutte contre les inégalités». Le FMI, l'ONU et l'OCDE seront également représentés, ainsi que la Russie.**

Quelque huit mille personnes sont attendues à Biarritz dont la population est de vingt mille habitants, en temps normal, et plus de vingt mille anti-G7 manifestent déjà dans les villes voisines. Ainsi, la ville a été sanctuarisée pour accueillir trois mille cinq cents journalistes, des chefs d'Etat et de gouvernement, et une centaine de délégations étrangères.

De grands moyens, notamment relatifs à la sécurité, vont être déployés. Pour le maire de Biarritz, Michel Veunac, que le quotidien Les Dépêches de Brazzaville a rencontré, il est convaincu que «les choses vont bien se passer». La seule véritable inquiétude, selon lui, ce sont les black blocs, les casseurs, les vandales. Michel Veunac a présenté l'intérêt de Biarritz, une ville balnéaire aux infrastructures hôtelières de premier plan (soixante-cinq hôtels, dont la majorité a cinq étoiles et deux mille trois cents chambres), comme l'un des atouts qui ont retenu le choix du président français, Emmanuel Macron.

**Le G7 des altermondialistes**  
Avant l'arrivée des dirigeants du G7, un contre-sommet, s'est

ouvert dans les communes d'Urrugne (Pays basque), Hendaye (Pays basque) et d'Irun (Espagne). Quelque vingt mille personnes et des actions «d'occupation des places publiques» sont attendues par quatre-vingts organisations et associations locales et internationales anti-capitalistes, défenseurs de la planète, altermondialistes et autres opposants. Plus de deux cents intervenants pour quarante conférences et cinquante ateliers sont annoncés du 21 au 23 août.

Le 24 août, premier jour du sommet, les opposants prévoient une grande manifestation à Hendaye. Et le lendemain, ils entendent mener des actions autour de Biarritz, ville inaccessible « bunkerisée » avec une « mobilisation exceptionnelle » des forces de l'ordre. Cette action « doit pouvoir se tenir librement (...) Il n'est pas question d'empêcher la libre expression non violente des opinions », a déclaré le ministre français de l'Intérieur, Christophe Castaner.

**Engagements des pays du G7 pour l'égalité femmes/hommes**

Un conseil consultatif dans lequel on retrouve deux prix Nobel de la paix, le Congolais Denis Mukwege et l'Irakienne Nadia Murad, ainsi que l'actrice britannique, Emma Watson, a été mis en place. Une déclaration commune pour que l'égalité femmes-hommes soit désormais

considérée comme une cause mondiale à été signée en mai, par la secrétaire d'Etat à l'Égalité femmes/hommes, Marlène Schiappa, et ses homologues du G7. Ils se sont, par ailleurs, engagés à adopter des lois communes au sommet du G7 à Biarritz.

Les pays du G7 se sont notamment engagés à adopter au moins une loi du «partenariat de Biarritz» - recueil de propositions identifiant «les meilleures lois» pour les droits des femmes dans le monde - qui leur sera soumis lors du sommet.

En Amont du sommet du G7 de Biarritz, six réunions des «sherpas» ou des «sous-sherpas», représentants personnels de chacun des chefs d'Etat et de gouvernement, se sont tenues, et une septième réunion est prévue à la veille du sommet les 22 et 23 août. De même, des G7 thématiques ont eu lieu avec les différents ministres des sept pays, comme les G7 Affaires étrangères et G7 Intérieur, en avril, les G7 Environnement, G7 Égalité de genres, G7 Santé et G7 Numérique, en mai, le G7 Travail en avril et les G7 Éducation et G7 Finances, en juillet. C'est en conclusion de ces travaux que les chefs d'Etat et de gouvernement se rassemblent pour définir des orientations communes qui seront ensuite portées, notamment, dans les organisations internationales comme l'ONU.

N.Nd.

BREXIT

## Uans accord, le Royaume-Uni mettra fin à la libre circulation des personnes

**Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a annoncé que son pays stoppera la libre circulation des personnes, le 31 octobre, en cas de Brexit sans accord durcissant la position par rapport au précédent gouvernement.**

Alors que Theresa May prévoyait une «période de transition», même en cas d'absence d'accord de divorce avec l'Union européenne (UE), Boris Johnson compte introduire un système à point, sur le modèle australien, permettant aux citoyens européens de se rendre au Royaume-Uni, d'y travailler ou d'y étudier sans démarches particulières.

La «libre circulation, telle qu'elle existe actuellement, se terminera, le 31 octobre, quand le Royaume-Uni quittera l'UE», a indiqué une porte-parole de Boris Johnson. Quelque 3,6 millions de citoyens européens résident au Royaume-Uni. Elle a confirmé que la mise en place d'un nouveau système d'immigration était «en cours d'élabo-

ration».

Boris Johnson a, cependant, promis de protéger les droits des citoyens européens installés au Royaume-Uni à pouvoir continuer à vivre dans le pays, même en cas de no deal. Le scénario d'un Brexit sans accord risquerait aussi d'aggraver la pénurie de médicaments déjà sensible dans plusieurs pays d'Europe.

Le Royaume-Uni exporte chaque mois quarante-cinq millions de boîtes de médicaments vers d'autres pays de l'UE, tandis qu'il en importe quelque trente-sept millions. Après le Brexit, près de six mille de ces produits devront passer par une nouvelle procédure de licence.

Selon les experts, les contrôles accrus dans les ports et aux frontières retarderont le transport des médicaments, mais aussi des composants chimiques nécessaires à leur fabrication. Certaines substances pourraient également ne plus recevoir les autorisations de commercialisation.

Noël Ndong

CPI

## Cuno Tarfusser évoque les documents «d'authenticité douteuse» de Fatou Bensouda

**Le juge de la Cour pénale internationale (CPI), Cuno Tarfusser relève les «faiblesses» des preuves présentées par le juge Fatou Bensouda pour libérer les accusés Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé.**

Dans un document daté du 16 juillet 2019, d le juge Cuno Tarfusser de la CPI, revient sur les éléments qui l'ont motivé à acquitter Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé : « Ma conviction que les deux accusés devraient être acquittés, (est) fondée sur l'évaluation des éléments de preuve et sur leur exceptionnelle faiblesse », dit-il. Puis il explique : « Pendant près de deux ans, j'ai assisté à l'étiollement de la cause du procureur dans la salle d'audience, où les témoins, qui allaient de la plus humble des victimes aux plus hauts gradés de l'armée ivoirienne, ont les uns après les autres systématiquement affaibli, lorsqu'ils n'ont pas complètement dé-credibilisé, la thèse qu'ils étaient «censés » soutenir, le Procureur les ayant cités

à comparaître à cette fin ».

Pour le juge Cuno Tarfusser, plusieurs documents présentés en guise de preuve, manquaient de crédibilité. « Pendant près de quatre ans, j'ai aussi passé au crible des montagnes de documents qui soi-disant appuyaient cette thèse, mais dont aucun n'en a apporté un commencement de confirmation, qu'ils soient pris individuellement ou dans leur ensemble. Comme cela est souligné dans les motifs, nombre de ces documents étaient d'authenticité douteuse », fait-il remarquer.

Avant d'asséner la procureur Fatou Bensouda : « Il est probablement juste de dire que, dans de nombreux systèmes nationaux, une majorité des preuves documentaires produites par le procureur n'aurait pas réussi ne serait-ce que le plus rudimentaire des tests d'admissibilité ».

Le juge va donc s'appuyer sur ces preuves douteuses pour libérer, le 15 janvier 2019, Laurent Gbagbo et Blé Goudé, après trois années de procès.

N.Nd.



## COMMUNIQUÉ

### A L'ATTENTION DE LA CLIENTELE DE LCB BANK



Dans le souci de toujours mieux servir son aimable clientèle, LCB Bank porte à l'attention du public l'ouverture de sa nouvelle Agence située à TALANGAI sur l'avenue Marien NGOUABI au N° 32 de la rue Lampama.

Face à un contexte économique encore préoccupant, LCB Bank poursuit sa conquête du marché congolais. LCB Bank et son équipe souhaitent une chaleureuse bienvenue à sa clientèle des environs, dans ce nouveau cadre.

**LCB Bank, toujours plus proche de vous !**  
**Direction Générale**

## SANTÉ

## Les Etats-Unis s'impliquent dans la lutte contre la drépanocytose au Congo

L'information a été donnée par le sous-secrétaire américain, en charge de la santé et de l'action humanitaire, Brett Giroir, à l'issue d'un entretien, le 20 août, avec l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance.

Les deux personnalités ont échangé sur la possibilité de la mise en œuvre d'un programme de prise en charge des malades souffrant de la drépanocytose.

Brett Giroir, qui s'est dit impressionné par le centre national de cette pathologie, construit sous la houlette de la première dame, a promis apporter son soutien.

« Aux Etats-Unis, en ma qualité de pédiatre, je travaille dans un programme pédiatrique qui prend en charge les enfants souffrant de la drépanocytose. A travers ce programme, nous voulons étendre les soins à tous les malades pour permettre aux enfants et adultes de se prendre en charge », a dé-



Photo de famille

claré Brett Giroir.

Abordant dans le même sens, le directeur général du centre national de drépanocytose, Alexis Elira Dokékias a indiqué que, « le projet américain est de collaborer avec le Congo pour renforcer le centre, et faire en sorte que Brazzaville devienne le pôle d'excellence de la prise en charge

de la drépanocytose. » « Sous les directives de l'épouse du chef de l'Etat, et sur instruction de la ministre de la santé, dès demain, nous allons nous mettre au travail pour mettre en place tous les termes de référence du projet. Je crois que les lendemains seront meilleurs », a-t-il assuré.

Toujours dans le cadre de la lutte contre la drépanocytose, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, venu pour participer à la 69e session du comité régional de l'OMS, s'est entretenu également avec l'épouse du chef de l'Etat pour lui témoigner,

une fois de plus, sa reconnaissance pour ses efforts consentis.

Dans la foulée, Tedros Adhanom Ghebreyesus a annoncé que le centre national de la drépanocytose a été admis comme futur centre collaborateur de l'OMS.

« Ce projet ouvrira les portes sur la recherche, la formation, et la prise en charge, et cela aura un impact sur les autres pays. Ça sera un centre international qui devait franchir plusieurs étapes. Sur ce, nous devons nous battre afin qu'il dispose progressivement des moyens pour s'équiper et former des cadres, et faire en sorte que les activités soient en parallèle avec les exigences de l'OMS », a indiqué Alexis Elira Dokékias.

Dans la lutte contre la maladie, la Fondation Congo Assistance et l'Organisation mondiale de la santé pourront développer un partenariat, a dit le directeur général de l'OMS.

Yvette Reine Nzaba

## COOPÉRATION SINO-CONGOLAISE

## Soixante-huit étudiants congolais bénéficient d'une bourse chinoise

L'ambassade de Chine au Congo a organisé, le 20 août, un dîner pour saluer le départ des boursiers.

Ces étudiants congolais dont dix-neuf pour le premier cycle, trente pour le deuxième cycle, et dix-neuf pour le troisième cycle seront admis dans différentes universités chinoises, et vont se spécialiser dans plusieurs filières.

Ils ont été admis par le canal de l'ambassade de Chine au Congo, comme bénéficiaires de la bourse d'études du gouvernement chinois, au titre de l'année scolaire 2019-2020, soit une augmentation de 83% par rapport à l'année passée, dont le nombre des admis était de trente-sept. Dix-huit autres congolais ont été admis par d'autres canaux que celui de l'ambassade de Chine.

Selon l'ambassade, « Cette augmentation représente un renforcement de la coopération sino-congolaise dans le domaine de l'éducation, dans le cadre de la mise en œuvre des huit initiatives lancées par le président Xi Jinping lors du sommet de Beijing sur la coopération sino-africaine, parmi lesquelles figurent l'initiative pour le renforcement des capacités et l'initiative pour

les échanges humains et culturels ».

Alexis Mondzongo, ancienne élève du lycée Victor-Augagneur, bénéficiaire de la bourse chinoise, dont le départ est prévu pour le 27 août, a exprimé sa satisfaction : « Je suis très heureux, parce que c'est ma première fois d'aller poursuivre mes études dans un autre pays que le Congo. En Chine, je suivrai, pendant quatre ans, une formation en génie mécanique qui va débiter par une année de langue ». Suite à cette vague de bourses que la Chine offre depuis des années aux étudiants congolais, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, présent à cette cérémonie, a exprimé sa grande satisfaction pour « l'excellente coopération » entre la Chine et le Congo dans différents domaines.

« Cette coopération permet d'élargir de plus en plus des champs d'études des jeunes congolais, aussi bien au niveau civil que militaire. Notre souhait est de voir la coopération entre les deux pays s'étendre. Cela permettra de résoudre les besoins en ressources humaines. Nous souhaitons



Un échantillon des étudiants congolais boursiers crédit photo adiac

que cette coopération puisse s'élargir au niveau de l'enseignement secondaire, avec des enseignants qui viendront appuyer l'effort que l'Etat congolais consent pour régler la question des enseignants à tous les niveaux du système éducatif », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur s'est réjoui du bon comportement que les étudiants congolais ont toujours affichés en Chine. « Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu de dé-

ception de la part de ces jeunes qui partent. Nous n'avons jamais été confrontés aux problèmes de comportement, d'indiscipline et de manquement à leurs obligations. Ils se sont toujours montrés exemplaires ».

A partir de septembre, soixante-cinq stagiaires militaires sont également attendus en Chine pour une formation.

La soirée a été aussi marquée par la présence d'une délégation des enseignants et élèves du complexe scolaire

Révolution-Gampo-Olilou, en provenance de Chine pour un camp d'été. La visite s'inscrivait dans le cadre de l'exécution de l'accord d'échanges et de coopération, signé en novembre 2018 entre ce complexe scolaire et Henan Provincial Henan Experimental High School.

Le jumelage entre ces deux écoles a été proposé par Wang Yang, président du Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, lors de sa visite d'amitié au Congo.

Y.R.Nz.

## BRÈVES

### Nigeria

Depuis 2010, le nombre d'expatriés travaillant dans le secteur pétrolier et gazier nigérian a été réduit de 80%. Aujourd'hui, 95% des sociétés de services du secteur du pétrole et du gaz, qu'il s'agisse d'activités de forage à terre ou dans les marécages, d'installations de forage de puits, d'activités de simulation de puits et autres, sont réalisées par des Nigériens. Avec cinq chantiers de soudure de classe mondiale, le pays produit environ soixante mille tonnes métriques par an.

### Ghana

La Banque centrale du Ghana a révoqué des licences d'exploitation de vingt-trois sociétés d'épargne et de crédit pour non-respect des normes opérationnelles. Les sociétés concernées ont été déclarées insolvables après que la Banque du Ghana (BoG) leur a donné la possibilité, dans un délai raisonnable, de retrouver leur solvabilité. La Banque a ensuite nommé Eric Nana Appiah, directeur de Pricewaterhouse Coopers (Ghana) Limited, en qualité de séquestre, afin de s'occuper des affaires des sociétés d'épargne et de crédit et des établissements de financement en question.

### Sénégal

La production de ciment du Sénégal durant le premier semestre 2019 a baissé de deux mille neuf cents tonnes comparé à la même période de l'année 2018, selon les données établies par les cimenteries. Le cumul de cette production s'est élevé à 3 543 100 tonnes durant la période sous revue contre 3 546 000 tonnes durant les six premiers mois de 2018, soit un léger repli de 0,08% en valeur relative. En glissement annuel, cette production a enregistré une hausse de 5,96% à 588 100 tonnes en juin 2019 contre 555 000 tonnes en juin 2018. Par rapport à son niveau de mai 2019 où elle s'élevait à 594 700 tonnes, la production de ciment du Sénégal connaît une baisse de 6 600 tonnes en valeur absolue et 1,10% en valeur relative.

### Somalie

Le Qatar construira un nouveau port en Somalie, dans la ville portuaire de Hobyo. Les travaux de la nouvelle infrastructure seront supervisés par Qatar Ports Management Company. Aucun détail n'a été révélé sur le coût du projet. La construction du nouveau port d'Hobyo, proche du détroit de Bab-el-Mandeb, qui est l'un des points de passage maritime les plus importants du monde, devrait permettre au Qatar de bénéficier d'un nouveau point d'accès important aux marchés internationaux. Ce,

alors qu'un embargo mis en place par ses voisins arabes, a poussé le pays du Golfe à essayer de diversifier ses partenaires commerciaux.

### Ethiopie

La Chine financera la construction d'un nouveau parc industriel de trois cents millions \$ à Adama au sud-est de la capitale Addis-Abeba. Le nouveau parc industriel prévu pour s'étendre sur cents hectares, vise à attirer de nouvelles compagnies spécialisées ou impliquées dans le secteur de la fabrication d'équipements. Il s'agit du deuxième du genre construit dans la ville d'Adama, après un premier réalisé par la China civil engineering construction corporation (CCECC) pour un coût de centquarante-six millions \$. 85 % des financements nécessaires pour bâtir ce parc, seront couverts par des prêts à taux bonifiés du gouvernement chinois. Quant aux 15% restants, ils seront fournis par le gouvernement éthiopien. Cette nouvelle infrastructure devrait générer près de vingt-cinq mille opportunités d'emplois pour les Ethiopiens.

### Burkina Faso

Le bilan actualisé de l'attaque terroriste perpétrée, le 20 août, sur un détachement de l'armée burkinabè passe de dix à vingt-quatre soldats tués, sept blessés, cinq autres toujours recherchés, ainsi que des dégâts matériels, annonce un communiqué de l'armée. Dans la matinée, des terroristes ont attaqué le détachement militaire de Koutougou, commune de la province du Soum, dans la région du Sahel, à plus de 200 km au nord de Ouagadougou. En réaction à cette attaque, l'armée burkinabè a mené des opérations ayant permis de tuer quarante terroristes et détruire vingt de leurs motos. Les opérations aériennes et terrestres se poursuivent.

### Egypte

L'ONU délocalise d'Egypte sa conférence sur la torture. Prévue au Caire, les 4 et 5 septembre, cette rencontre devait aborder la définition et la criminalisation de la torture dans la région arabe. Mais elle a été reportée à la suite d'une vaste polémique accusant l'ONU de vouloir « blanchir » le gouvernement égyptien sur ses violations récurrentes des droits de l'Homme. Ce dernier n'avait toujours pas réagi à la délocalisation de la conférence. Mais le président Abdel Fattah Al-Sissi a régulièrement affirmé à ses détracteurs que la « perspective occidentale » sur les libertés civiles ne devrait pas être imposée à l'Egypte.

**Le Musée Galère du Bassin du Congo**  
présente

# LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,  
à l'occasion des festivités du 59<sup>ème</sup> anniversaire  
de l'indépendance du Congo

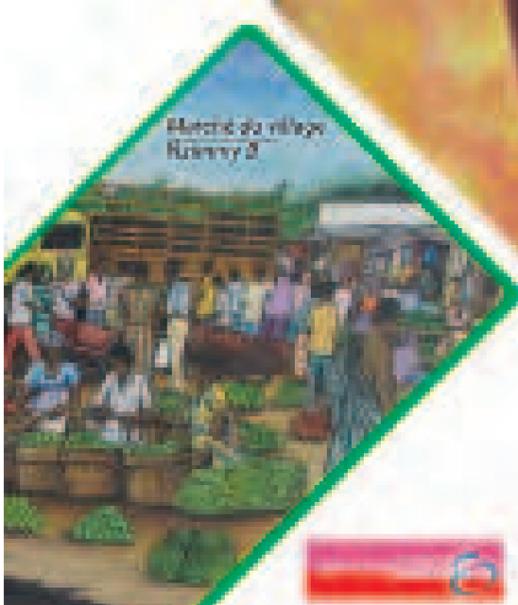
A la recherche du passé  
Sander Ghis



**Les géants de la forêt**  
Zoran Mrazovic

**13**  
du Août

**Au 12**  
Octobre 2019



Match du village  
Kanyo 2



Musée  
du Bassin du Congo



LES DÉPÊCHES  
DE KINSHASA



## RECENSEMENT DE LA POPULATION

## Le comité technique sollicite la mobilisation des ressources

La deuxième session ordinaire du comité technique national du cinquième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) a exhorté, le 20 août à Brazzaville, les décideurs à l'accélération de l'organisation de la table-ronde pour la mobilisation des ressources.

Les séminaristes ont aussi préconisé la présentation du budget en distinguant les activités réalisées de celles non réalisées, ainsi que les sources de financement. A l'unanimité, ils prônent de prendre des mesures pour le décaissement des lignes budgétaires du RGPH et sécuriser les fonds décaissés par l'ouverture d'un compte

bancaire dédié au 5<sup>e</sup> RGPH. Outre, la reformulation de certains messages de sensibilisation, le comité technique national recommande de privilégier au cours de toutes les étapes du processus, le critère de compétence et d'objectivité pour le recrutement du personnel de terrain. Les participants ont résolu par la suite de

demander à l'agence pays du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) de diligenter le recrutement d'un conseiller technique principal du recensement.

« Le comité a créé une coordination nationale du RGPH, intégré en son sein les autres organes et réduit le nombre des partenaires techniques dont deux siègeront comme observateurs », a signifié Gabriel Batsanga, directeur de l'Institut national de statistiques (INS).

Plusieurs stratégies ont été ratifiées, entre autres, celles

de la communication et de la sensibilisation spécifiques pour atteindre les ménages. Ils ont pareillement approuvé la stratégie de mobilisation des ressources avec un accent particulier sur les ressources financières ; le réalisme sur les montants alloués à certains postes qui sont faibles ; les messages du 5<sup>e</sup> recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) et l'organisation de la table ronde.

Par ailleurs, la présentation de l'état d'avancement du 5<sup>e</sup> RGPH et perspectives a porté

sur le cadre institutionnel ainsi que la logique de suivi et évaluation du RGPH, les activités majeures, les activités réalisées et les perspectives.

Enfin les séminaristes ont échangé aussi sur la présentation du budget, la sécurisation des fonds alloués au RGPH, la reformulation de certaines faiblesses, les limites des circonscriptions administratives territoriales, le recrutement d'un conseiller technique principal et l'acquisition des images à haute résolution.

Signalons que le recensement est une opération statistique de dénombrement d'une population. Les recensements démographiques existent depuis l'antiquité mais leur signification ainsi que leurs méthodes ont évolué.

Ils ne sont mis en œuvre de façon systématique et plus encore avec l'avènement de l'État-nation dont ils servent divers objectifs, entre autres, la connaissance du nombre et des richesses de la population. Les recensements sont surtout des outils d'aide à la prévision économique. Outre le nombre d'habitants, ils recueillent d'autres caractéristiques comme l'âge, la profession, les conditions de logement, les déplacements domicile-travail ou domicile-études, les modes de transport, ce qui apparaît aujourd'hui comme une évidence mais ne l'était pas naguère. D'autres données personnelles sont parfois collectées, comme la religion et la langue.

Fortuné Ibara



Podium officiel lors des travaux Adiac

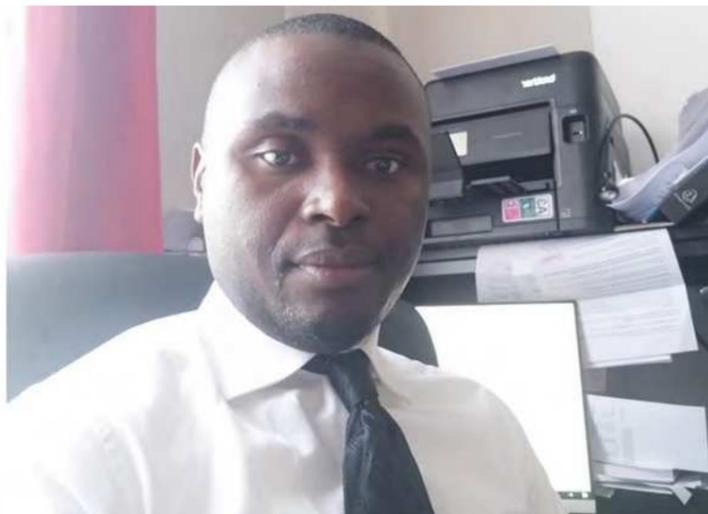
## BELGIQUE

## Un Congolais crée son entreprise en électricité-automation

Bon nombre de Congolais de l'étranger créent et développent leur propre entreprise. Durant Bonz Mabassi, après ses études universitaires en Belgique, s'est lancé dans l'entrepreneuriat en 2017. Il répond aux Dépêches de Brazzaville / Le Courrier de Kinshasa.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Comment vous êtes-vous lancé dans la création d'entreprise en Belgique ?

Durant Bonz Mabassi (D.B.M.) : Après mes études en électricité-automation, je devais faire le choix entre travailler ou créer ma propre entreprise. Bien qu'ayant réussi premier des candidats chez Infrabel, le gestionnaire des réseaux ferroviaires belges en Wallonie, en 2014, mon statut de résident en tant qu'étudiant a été l'obstacle m'empêchant d'être retenu. Un an plus tard, en 2015, s'est imposée à



l'évidence la motivation de fonder ma propre entreprise. J'avais créé, en premier lieu, le centre de formation et de promotion en électricité-automation, en sigle Ceforpela, une association à but non lucratif, pour les personnes désireuses de se former à l'éventail des métiers de l'électrotech-

nique. En parallèle, l'association proposait également des services de mise en conformité d'installations électriques obsolètes. Face à la multiplication des prestations et à une constante demande, une clientèle possible se dégageait d'office. C'est ainsi que la reconversion s'est faite, passant de

l'association à la création de la Société SPRL en 2017.

L.D.B. : Pouvez-vous nous la décrire ?

D.B.M. : Fradel Switch SPRL est une entreprise dont le siège est à Mons, en Belgique. Je l'ai créée pour répondre à la clientèle voulant réaliser tous travaux d'électricité générale. Elle est spécialisée pour ce qui concerne l'installation du système de domotique. Nos interventions se réalisent dans le respect des règles de l'art de l'électricité résidentielle, l'automatisation dans l'industrie, les systèmes de ventilation, le contrôle d'accès aussi bien pour les télécommunications que pour l'intégration de la sécurité des bâtiments par les systèmes d'alarme intrusion et Vidéosurveillance. Les normes en vigueur nous obligent à travailler pour le développement des énergies renouvelables par l'installation de panneaux photovoltaïques.

L.D.B. : Votre entreprise aura-t-elle des retombées au Congo ?

D.B.M. : Mon parcours entrepreneurial à l'étranger me permet de constituer un bon réseau. La finalité est de transmettre, à mon tour, auprès de mes compatriotes désireux de se lancer dans les affaires. Depuis l'année dernière, la société est représentée au Congo. Au fur et à mesure, je veille pour que des synergies s'installent entre le siège et la filiale congolaise. Il n'est certes pas question de transposer les systèmes et de les appliquer au Congo. L'objectif est de réussir l'implantation d'une entreprise en adéquation avec le développement durable dicté par la responsabilité sociétale des entreprises intégrant les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans le domaine de l'électricité-automation en plein essor.

Marie Alfred Ngoma

## RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## Le Congo renforce son partenariat sur les essais cliniques

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a échangé le 20 août à Brazzaville, avec une délégation du Programme des pays européens et en développement sur les essais cliniques (EDCTP).

Les travaux de recherche pour renforcer la lutte contre les maladies tropicales et diverses épidémies ont été au cœur de l'entrevue. « *EDCTP apporte son soutien dans la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et aide le Congo à faire face aux différentes épidémies afin de protéger la population* », a déclaré le Dr Michael Makanga, directeur exécutif dudit programme.

EDCTP, soulignons-le, est une initiative du traité de fonctionnement de l'Union européenne permettant sa participation à des programmes de recherche entrepris par les Etats membres.

La structure est aussi une plate-forme de partenariat public-privé entre les pays d'Europe et d'Afrique sub-saharienne. Dans ce



Le ministre de la Recherche scientifique avec la délégation de EDCTP

sens, sa mission est d'accélérer le développement des nouveaux médicaments ou médicaments améliorés, notamment les vaccins, les microbicides luttant contre les maladies tropicales qui sévissent dans cette partie du continent.

Dans cette collaboration le deuxième programme de EDCTP (2014-2024) prend en charge toutes les phases d'essais cliniques y compris la recherche de l'optimisation des services de santé. La recherche et le développement de la capacité de

réglementation restent intégrés dans la stratégie de financement de la recherche afin de renforcer les conditions de recherche clinique. Le ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique et la Fondation congolaise pour

la recherche médicale que dirige le Pr Francine Ntoumi sont liés par une convention visant à donner suite, entre autres, aux engagements du Congo dans le partenariat avec les pays européens en matière de développement des essais cliniques.

Rominique Makaya

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

**LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO**

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo

## FESPAM

## La onzième édition aura lieu

**Le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, a en sa qualité de président du comité de direction du Festival panafricain de musique (Fespam), a confirmé aux Dépêches de Brazzaville, la tenue de la onzième édition de cet événement musical panafricain, dans les prochains mois.**

D'entrée de jeu, Dieudonné Moyongo a fait savoir que la onzième édition du Festival panafricain de musique, a été inscrite dans le budget de l'État 2019. Elle devra donc avoir lieu cette année, mais compte tenu des difficultés rencontrées dans le pays, au lieu qu'elle ait lieu en juillet, elle est décalée pour les mois à venir. L'idéal serait qu'elle soit organisée à la fin de l'année.

« Nous sommes en train de travailler là-dessus. Le dossier est en train de circuler au niveau du ministère des Finances. Lorsque les moyens se-



Le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, président du comité de direction du Fespam

ront mis à notre disposition, nous ferons tout pour que cette édition qui pour nous est une édition de relance ait lieu. C'est ce qu'il faut retenir. A partir du moment où le dossier est inscrit, nous allons tout faire pour que la onzième édition ait lieu », a expliqué le

ministre, président du comité de direction de cette institution.

Pour Dieudonné Moyongo, l'Union africaine (UA) peut toujours compter sur le Congo. En effet, l'UA avait initié le Festival panafricain de musique, le festival panafricain de danses et d'autres festivals, pour

promouvoir la culture, les différents aspects de la culture, en tant que pont du patrimoine culturel du continent. « Nous avons rassuré l'UA que la onzième édition va avoir lieu. Il y a des festivals qui ont fait une ou deux éditions et qui se sont arrêtées, mais en ce qui concerne le Fespam, la République du Congo, a honoré ces engagements en organisant sans discontinuer dix éditions du Fespam. Telle est la volonté du président de la République de faire en sorte que la jeunesse africaine ait cet espace d'échange, ces moments de rencontre et de partage. Le président de la République n'a pas dit le contraire. Donc pour nous, la onzième édition du Fespam aura lieu », a précisé Dieudonné Moyongo.

**dra hommage à Fernand Mabala**

Le ministre de la Culture et des Arts, a saisi cette opportunité pour adresser les condoléances les plus émues à la famille de Fernand Mabala. Par le biais du ministère de la Culture et des Arts, le gouvernement est en train de prendre toutes les dispositions pour soutenir la famille de l'illustre disparue. « Nous sommes en train de prendre toutes les dispositions pour rendre hommage à Fernand Mabala qui a honoré son pays, la République du Congo. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter, car c'est devenue une tradition. » Par ailleurs, en sa qualité de président du comité d'organisation des soixante ans des Bantous de la capitale, Dieudonné Moyongo, s'est dit satisfait du travail qui se fait.

**Bruno Okokana**

**Le gouvernement ren-**

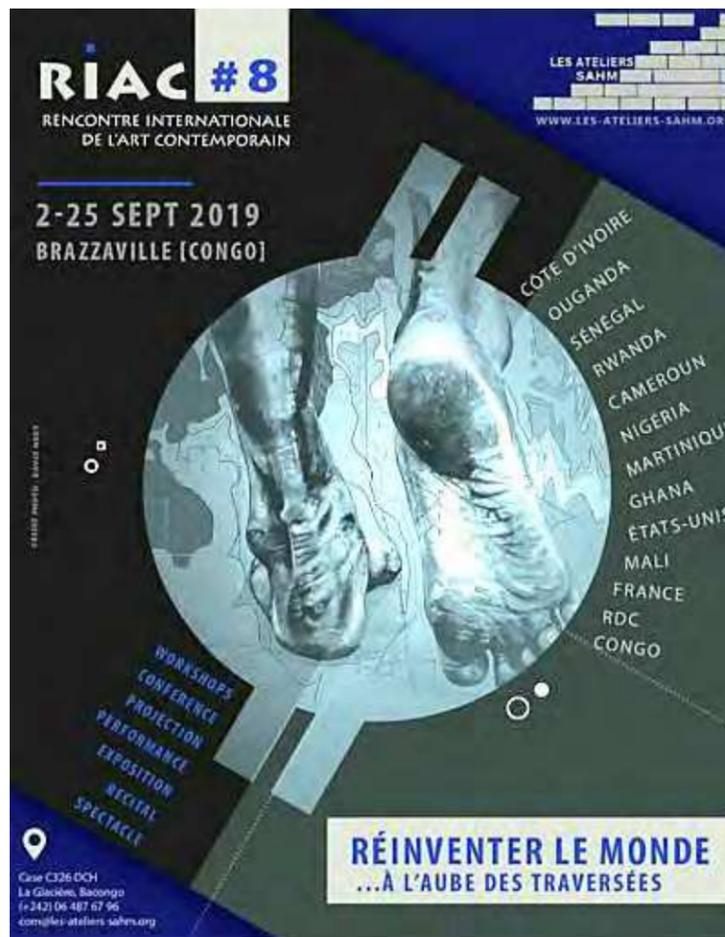
## ARTS CONTEMPORAINS

## La huitième édition de la RIAC débute le 2 septembre

**Initiée par les Ateliers Sahn, la huitième édition de la Rencontre Internationale de l'Art Contemporain (RIAC) se tiendra du 2 au 25 septembre à Brazzaville, au siège de cette plateforme, autour du thème « Réinventer le monde... À l'aube des traversées ».**

Au programme, plusieurs activités sont prévues : des spectacles de danse et de performance ; conférences ; workshops ; expositions ; témoignages ; prix et bourses. S'agissant de l'exposition de la RIAC, la cérémonie d'ouverture aura lieu le 4 septembre dans le hall de l'Institut français du Congo (IFC) en soirée. En parallèle, cette 8e édition s'articulera autour de sept ateliers à savoir : critique d'art, performance, vidéo photo, arts plastiques, slam et écritures, métiers d'arts et gastronomie.

Engagée autour du thème « Réinventer le monde... », cette édition singulière marque un tournant décisif dans la consolidation de l'événement qui réunira, pour cette année, plus d'une soixantaine de participants,



L'affiche de l'événement

à savoir artistes, experts, critiques d'art et autres professionnels du milieu de la création visuelle provenant du Congo-Brazzaville, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Rwanda, du Bé-

nin, du Ghana, du Nigéria, du Congo-Kinshasa, de Madagascar, France et biens d'autres pays.

La 8e édition portera également le timbre d'un parfum d'ouvrages où l'état et

l'avenir du monde seront expliqués dans le but de susciter la curiosité et le questionnement. Le centre d'art projette en effet de mener des réflexions en tenant davantage compte des enjeux universels. Où allons-nous ? Que devient l'humanité ? Quels sont les nouveaux territoires de coexistence et de principes communautaires que nous impose ce nouveau monde ? Autant d'interrogations auxquelles seront invités à réfléchir les participants et intervenants. « Faire dialoguer les nouvelles esthétiques qui parcourent le monde à la vitesse de la fibre optique et ouvrir de vastes chantiers de cohésion intellectuelle dans le champ des arts visuels en Afrique mais aussi, à travers le monde, semble être le leitmotiv de cette démarche, afin d'inscrire une nouvelle génération d'artistes d'Afrique sur la carte de la création contemporaine », a souligné Landry Mbassi, commissaire de la RIAC 2019. Notons que la RIAC a contribué, depuis

sa création, au foisonnement d'écritures plastiques en libérant le génie créateur de plusieurs jeunes artistes congolais et africains, désormais internationalement reconnus. Ce rendez-vous est devenu, au fil des ans, un moment important auquel sont conviés ceux et celles qui ont envie de voir bouger les lignes : lignes littéraires ou plastiques, artistiques ou intellectuelles ; mais encore lignes sociales et humaines, afin que se réduisent les inégalités !

Les Ateliers Sahn créés depuis 2012 forment et soutiennent les jeunes talents dans la croissance de leurs dynamismes artistiques et de leur vision critique. C'est dans ce même enthousiasme qu'a été initiée par Bill Kouélany, fondatrice de cet atelier culturel, la RIAC qui donne accès à d'autres univers tout en se confrontant au partage d'idées intellectuelles, pratiques et esthétiques avec des artistes de divers horizons.

**Merveille Atipo (stagiaire)**

## CIMENTERIE

## Le Congo à la conquête du marché régional

Les autorités congolaises ont prévu de lancer des opérations de contrôle de qualité auprès des cimentiers locaux, pour permettre une meilleure réglementation et une compétitivité à l'exportation.

Le comité de direction de l'Agence congolaise de la normalisation et de la qualité (Aconoq) s'est réuni pour la première fois le 20 août, à Brazzaville, et a planché sur

et à l'exportation.

Au cours de ces travaux techniques, les membres ont invité l'Aconoq à jouer sa partition. Cette agence a pour rôle de veiller à ce que les produits et les services liés au ciment soient de bonne qualité et conformes à la réglementation en vigueur. Elle s'appuie sur un organisme, le Bureau de contrôle du bâtiment et des



Les membres du comité

**« Nous voulons que le ciment qui est produit au Congo soit de bonne qualité et bénéficie de l'ouverture des marchés régionaux. Un cadre juridique a été mis en place pour que la norme soit respectée aussi bien pour le ciment produit localement que le ciment importé »**

la question de la réglementation du secteur de la cimenterie. À ce sujet, un nouvel arrêté devrait être pris en vue d'organiser les opérations de contrôle de la qualité destinées au marché local

travaux publics, censé l'aider dans l'expertise.

« Nous voulons que le ciment qui est produit au Congo soit de bonne qualité et bénéficie de l'ouverture des marchés régio-

naux. Un cadre juridique a été mis en place pour que la norme soit respectée aussi bien pour le ciment produit localement que le ciment importé », a soutenu Jean-Jacques Ngoko Mouyabi. Institué en mai dernier par un décret, le comité de direction de l'Aconoq est un établissement public à caractère administratif et technique. Cette structure est chargée de définir les orientations et le plan d'activités, dont la mise en œuvre

est assurée par la direction générale.

Le comité est composé d'un représentant de la Présidence de la République, de la Primature, du syndicat patronal, des établissements universitaires, du ministère de l'Industrie, de deux personnalités désignées par le chef de l'État, d'un représentant du personnel de l'agence et du directeur général de l'agence lui-même.

« Cette session inaugurale était très attendue, parce

qu'il fallait permettre à l'agence de commencer à travailler conformément à la loi ou au statut. Le retard dans le lancement des activités est dû à la préparation », a souligné le directeur de l'Aconoq, ajoutant qu'à l'issue de cette session les participants ont évoqué la nécessité de doter l'agence d'un personnel qualifié d'élaborer un programme d'activités.

**Fiacre Kombo**

## CENTRE DE FORMATION PAPA ROMA

## 35 jeunes filles formées en coiffure et esthétique

Des diplômes leur ont été remis, le 20 août, au cours d'une cérémonie officielle organisée à la Maison de la femme à Brazzaville en présence de plusieurs invités.

Un grand effectif de participants a donné un cachet particulier à cette cérémonie. À côté des invités de marque venus de plusieurs structures administratives, on pouvait noter également la présence du parrain de cette onzième promotion, en la personne de Rogatien Ibambi Okombi dit Roga Roga. La première prise de parole était celle du représentant de Papa Roma promoteur de ce centre de formation pour son mot d'encouragement à ces dames qui ont passé dix mois de formation dans ce centre. Arnel Nde a salué la présence du suppléant siégeant de l'honorable Claudia Ikia Sassou N'Guesso, et s'est félicité de l'engagement de cette dernière qui ne cesse de ménager aucun

effort pour l'aménagement du centre de formation. « A monsieur Rogatien Ibambi, nous n'avons qu'un seul mot à vous dire ; merci pour avoir accepté d'être le parrain de cette onzième promotion », a-t-il ajouté.

Prenant la parole au nom des apprenantes, Lufanie Atcham Bomino, s'est exprimée en ces termes : « Cette journée est historique pour nous. Elle restera gravée dans nos mémoires ; ce jour est apparu pour épanouir la vie de certains d'entre nous. Disons que cette formation fera de nous des femmes de valeur et responsables de notre vie ».

La directrice générale de la promotion de la femme, Emilienne Gombouka née Emboula, quant



La photo de famille

à elle, a invité tous les acteurs au développement à contribuer à la formation des jeunes filles. Enfin, elle a engagé les apprenantes du jour à s'inscrire dans la révolution de l'autonomisation de la jeune fille selon le PND 2018-2022.

Notons que ce centre a déjà formé près de 900 jeunes filles en coiffure et esthétique.

**Guillaume Ondzé**

## AMÉLIORATION DES RECETTES MUNICIPALES

## La carte Afritaxe, une solution pour la collecte des taxes

L'informel et la fraude sur le recouvrement des taxes privent de nombreuses municipalités d'une bonne partie des recettes fiscales. Pour remédier à cette situation, la mairie de Pointe-Noire a mis à la disposition des commerçants des marchés domaniaux la carte Afritaxe, un logiciel de recouvrement de taxes leur permettant de s'acquitter de leurs droits.

La carte Afritaxe est une plateforme de collecte automatisée des taxes. Le principe est que tous les commerçants exerçant dans les marchés domaniaux puissent s'approprier de cette carte biométrique. Celle-ci contient toutes les informations nécessaires sur le contribuable, notamment le nom et prénom, le numéro de téléphone, le type de commerce exercé et le montant journalier à payer.

La carte Afritaxe permet aux agents recouvreurs de la mairie, munis de simples terminaux mobiles connectés à un serveur distant, de recevoir les paiements des contribuables sur place contre la délivrance de reçus. Cette nouvelle technologie, conçue par la société Afric Ecran Congo, une startup congolaise, vise à renforcer l'inclusion et



Un agent de la mairie remettant la carte Afritaxe à une commerçante crédit photo DR

la transparence financières en permettant aux contribuables de payer des prélèvements et d'éviter le recours traditionnel qui souvent ne laissait aucune traçabilité.

Les recensements pour l'acquisition de la carte Afritaxe sont bien avancés au marché de la Liberté (Fond Tié-Tié), le plus grand foyer en termes

de contribuables ainsi qu'au marché Tié-Tié centre et celui de la foire avec plus de 80% de commerçants déjà enregistrés. L'opération se poursuit également dans les marchés Nkoukou, Faubourg, Tchystère 1 et 2, de l'OCH et celui de Ngoyo péage.

Pour Serge Bienvenue Mbouiti, directeur des opérations à Afri

Ecran Congo, la carte Afritaxe, nouveau paradigme, permet non seulement à la mairie de Pointe-Noire de collecter les taxes et de réduire la corruption liée au paiement de ces taxes mais également d'améliorer les ressources financières municipales. Il faut dire que la fiscalité locale est l'une des principales ressources de

fonctionnement du budget de la mairie de Pointe-Noire. Dans son programme de développement urbain 2018-2022, le député-maire de la ville, Jean François Kando, a inscrit l'amélioration des recettes municipales parmi les priorités.

Ainsi, en mettant en place ce nouveau logiciel, la mairie de Pointe-Noire va non seulement renforcer ses méthodes de collecte dans les marchés domaniaux mais également renflouer ses caisses. Cette nouvelle technologie va aussi aider et faciliter les commerçants à s'acquitter fidèlement de leurs droits. Notons qu'Afri Ecran Congo a été créée le 7 novembre 2016 par des informaticiens congolais évoluant dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication et ayant plusieurs années d'expérience dans leur domaine d'expertise. Cette société est spécialisée dans des applications distribuées (applications web, applications avec back-end et terminaux mobiles et dans la collecte automatique des données.

Hugues Prosper Mabonzo

## BISO NA BISO AFRICAN BEAUTY INTERNATIONAL

## La 3e édition placée sous le signe de l'innovation

Du 29 au 31 août, l'association culturelle Cercle des jeunes artistes créateurs (CJAC) va organiser la 3e édition de Biso na Biso African Beauty International, un rendez-vous annuel des férus de la mode et de l'habillement.

Contrairement aux deux premières éditions, celle-ci a la particularité de se dérouler en salle et en plein air. La 3e édition qui va réunir les stylistes et modélistes du Congo, du Cameroun, du Mali et du Sénégal va s'ouvrir le 29 août en début d'après-midi avec le défilé de mode sur l'esplanade de la gare de Pointe-Noire. Une activité voulue tout public pour rapprocher les stylistes, modélistes du public. L'exposition-vente des créations obéit aussi à cette démarche. Un autre défilé de mode est prévu pour le 30 août à l'Orchidée suivie de la présentation de l'agence CAM, une agence de mode et de mannequinat. L'exposition-vente et la soirée de gala le 31 août vont clôturer cette 3e



L'affiche d'African Beauty International crédit photo DR

édition.

Biso na Biso African Beauty International est un rendez-vous culturel qui a pour objectif de valoriser la beauté africaine à travers les tenues traditionnelles. Il promeut aussi les créations des stylistes et facilite les jumelages internationaux entre stylistes et mannequins. Biso na Biso met en lumière les repères identitaires contemporains de la mode sur

le continent. Il développe aussi la cohésion sociale entre les différentes communautés étrangères et les natifs de cette cité cosmopolite autour du vivre ensemble. Signalons que les stylistes Mauriane, Me Alix, Barcelone, Aka Business, HK (Congo), Ines Gonche (Cameroun), Me Sow (Sénégal), Traoré Vachero (Mali) seront présents à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

## KUNG FU WUSHU

## Tchibinda Sakala Louigas champion du Congo

Première participation, première médaille d'or. Le combattant du club Tigre et Dragon de Pointe-Noire a remporté, le week-end dernier, à Brazzaville la médaille d'or mis en jeu par la fédération congolaise de la discipline dans la catégorie de 55 kg.

La Ligue départementale de Kung Fu Wushu de Pointe-Noire a dignement représenté son département au championnat national en lui offrant la médaille d'or par l'entremise de Tchibinda Sakala Louigas. La compétition a regroupé les 16 et 17 août dans la capitale congolaise les sportifs de quatre départements, à savoir Brazzaville, Cuvette, Pool et Pointe-Noire. En effet, pour des raisons financières, la Ligue de Pointe-Noire a été représentée par trois combattants contre cinq comme souhaité au départ par le président de cette Ligue, Freddy Ngouabi.

Malgré le nombre réduit des participants, Louigas Tchibinda Sakala du club Tigre et Dragon s'est illustré en catégorie des 55kg en accrochant la médaille d'or pour sa toute première participation au championnat national. Le champion du



le champion Tchibinda Sakala Louigas posant avec Freddy Ngouabi/Adiac

Congo de la catégorie a reçu les éloges de son président, Freddy Ngouabi. «La Ligue départementale de Pointe-Noire est très fière de Tchibinda et nous lui souhaitons bon début de carrière, que la flamme allumée ne s'éteigne pas. Nous sommes prêt pour te soutenir champion», a déclaré le président de la ligue qui a également encouragé les deux autres participants à plus de travail en vue des futures échéances.

Charlem Léa Itoua

## CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

## La compétition reprendra ses droits le 28 septembre

La phase aller du championnat d'élite débutera le 28 septembre, a précisé la Fédération congolaise de football (Fécofoot) dans une circulaire qu'elle a adressée aux secrétaires généraux des clubs.

La Fécofoot a expliqué que cette compétition se jouera en une poule unique avec des matches en aller et retour sans prolongation. Les bases de la nouvelle saison sportive ont été posées au terme de la finale de la Coupe du Congo, laquelle avait définitivement mis un terme à la saison 2018-2019 puis lancé en même temps la nouvelle qui s'étendra jusqu'au 15 août 2020, a-t-on appris du chronogramme de la saison sportive 2019-2020. La particularité de la nouvelle saison est l'entrée en

vigueur dès le 1<sup>er</sup> octobre 2019 du nouveau système Domestic Transfer Matching système (DTMS) autrement dit système de régulation des transferts nationaux. « Selon les instructions de la Fifa, il sera obligatoire pour toutes les compétitions. Les secrétaires généraux des clubs de ligue 2 et des ligues départementales seront formés sur l'enregistrement des joueurs dans leurs localités respectives sur le système DTMS entre le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre de l'année en cours. »

La période des transferts a déjà débuté depuis le 14 août. Elle s'étendra jusqu'au 7 novembre 2019. Selon la Fécofoot, toutes les formalités de mutation des joueurs (prêts ou transferts) doivent

s'effectuer au cours de cette période sur le système DTMS. « Il sied de signaler qu'un joueur a un statut, soit qu'il soit professionnel c'est-à-dire dire signataire d'un contrat avec un club homologué par la Fécofoot, soit il est amateur c'est-à-dire n'est pas signataire d'un contrat avec un club. » L'organe qui gère le football national rappelle par ailleurs qu'« un joueur qui n'a pas signé un contrat avec un club est libre à la fin de la saison, selon l'article 20 du règlement du championnat », a souligné la Fécofoot avant d'ajouter qu'un club ne peut céder plus de cinq joueurs à un même club.

La circulaire a cependant retenu la période du 14 août au 5 novembre pour la première

phase d'enregistrement des joueurs. La phase intermédiaire qui interviendra du 15 décembre au 14 janvier 2020 verra les clubs être frappés d'une amende de 50 000 Fcfa par licence. La dernière qui sera ouverte dès le début de la phase retour, sera exclusivement réservés aux clubs qui ont encore des places disponibles sur leur liste mais aussi en cas de décès d'un joueur enregistré ou encore d'une blessure grave du gardien de but constaté par la commission médicale de la Lina foot ou de la Fécofoot sans oublier celle de joueur de champ enregistré en équipe nationale. « Ce cas de blessure est constaté et apprécié par le médecin de l'équipe nationale. »

La note rappelle aussi que

chaque équipe présente une liste de trente joueurs à qualifier dont cinq de nationalité étrangère. « En conformité avec le règlement du championnat, ne seront enregistrés à la Ligue nationale de football (Linafoot) que les joueurs identifiés dans la base de données DTMS, venant d'un autre club de la Linafoot muni d'un certificat national de transfert électronique, venant d'une association étrangère muni d'un certificat international de transfert électronique et joueur appartenant à un quelconque club pour lequel la licence n'a pas été renouvelée au cours de la saison 2019-2020 », peut-on lire dans la circulaire

**James Golden Eloué**

## SPORT DE TRAVAIL

Les 7<sup>es</sup> championnats nationaux ramenés en septembre

Dans une récente correspondance, le président de la Fédération congolaise du sport du travail (FCST), Robert Jean Raphaël Massamba-Debat, a signifié au président de la ligue départementale de la Sangha que la compétition initialement prévue pour ce mois d'août se déroulera finalement du 4 au 9 septembre à Ouesso.

Prévu du 20 au 26 août, les championnats nationaux ont été reportés suite au décès du maire de Ouesso. Plusieurs disciplines sportives participeront à cette grande fête réservée aux athlètes évoluant dans les

sera clôturée par une marche sportive de gala.

La date limite d'arrivée des délégations est fixée au 3 septembre tandis que le retour est prévu juste après la cérémonie de clôture de cet événement qui sera célébré sur le thème : « Dans la fraternité sportive travailliste et l'échange multiculturel ».

Ce sont les équipes venues de Pointe-Noire, de Brazzaville, de la Cuvette et de la Sangha qui disputeront les trophées mis en jeu pour ces septièmes éditions des championnats nationaux du sport du travail. Expliquant le bien-fondé de cette compétition créée depuis 2008 dans le milieu professionnel, Prosper Okouenéné, président de la ligue départementale du sport de travail de la Sangha, a indiqué que « C'est d'abord un sport de maintien qui permet à chaque fonctionnaire d'être en bonne santé. C'est un facteur important dans le brassage des cultures car le sport unit les peuples. C'est également les meilleurs moments pour les échanges multiculturels ».

Notons que l'équipe championne du futsal sera qualifiée pour la coupe d'Afrique du sport du travail qui se tiendra en décembre, en Tunisie. La meilleure équipe de volleyball jouera les prochains Jeux africains du sport de travail de 2020.

**Rude Ngoma (stagiaire)**



entreprises privées ainsi que dans les structures étatiques. Il s'agit du football, du futsal, de la pétanque, du cross, du nzango, du volley-ball et du tennis de table. La compétition

## ACTION HUMANITAIRE

## Des tricycles à pédalier aux personnes vivant avec handicap

Une vingtaine d'hommes et de femmes vivant avec handicap ont gratuitement reçu, le 21 août à Brazzaville, des moyens roulants, une manière d'améliorer leurs conditions de déplacement.



Doctové Yvon Boumba-Ibouanga accompagnant un bénéficiaire/Adiac

La présente donation est le fruit du partenariat entre la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) et le Centre national d'appareillage orthopédique Willem struijs de Brazzaville, une structure sous la tutelle du ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire.

Ce geste vise à rendre autonome les bénéficiaires qui pourront désormais se déplacer plus rapidement. « Que la paix du christ soit avec vous. Je vous remercie infiniment parce que cette action que vous venez d'accomplir va changer mon statut. Nous souffrions vraiment pour nous déplacer, et je souhaite que d'autres handicapés bénéficient aussi de ces vélos », a lancé Euphrasie Mbot, une bénéficiaire.

Présentant le Centre national d'appareillage orthopédique Willem struijs de Brazzaville, Doctové Yvon Boumba-Ibouanga, son directeur, a précisé que cette structure s'occupe de la prise en charge prothétique et orthétique des personnes en situation de handicap ainsi que de la fabrication des aides techniques. « Nos différentes activités sont centrées autour de la fabrication des prothèses, des orthèses, des chaussures orthopédiques, des semelles de compensation et de correction. Nous fabriquons et réparons les tricycles à pédalier et motorisé. Nous assurons également le suivi à domicile des patients appareillés », a-t-il indiqué.

Notons que grâce à l'appui de la fondation Néerlandaise « Sur un pied d'Égalité », ce centre possède des équipements de dernière génération et accompagne plusieurs personnes malades.

**R.Ng.**